

Sommets	N° de repère	Sommets	N° de repère
121	312.862	138	292.860
122	312.860	139	288.860
123	308.860	140	288.862
124	308.858	141	286.862
125	302.858	142	286.866
126	302.856	143	282.866
127	296.856	144	282.868
128	296.874	145	264.868
129	300.874	146	264.864
130	300.876	147	260.864
131	302.876	148	260.856
132	302.882	149	228.856
133	288.882	150	228.848
134	288.878	151	224.848
135	290.878	152	224.834
136	290.876	153/1	212.834
137	292.876		

Art. 2. — Le Permis Tabarka — Bizerte — Skerki Bank, ainsi étendu, sera régi par la Convention, le cahier des charges susvisés et l'Avenant du 28 décembre 1972.

La première période de validité du permis étendu arrivera à échéance à la même date que celle du permis initial, soit le 9 janvier 1976 inclus.

Tunis, le 7 juillet 1973

Le Ministre de l'Economie Nationale

CHEDLI AYARI

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

Arrêté du Ministre de l'Economie Nationale du 7 juillet 1973, portant annulation du permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe dit « permis Bir Aouine ».

Le Ministre de l'Economie Nationale,

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines;

Vu le décret du 13 décembre 1948, instituant des dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation des substances minérales du 2ème groupe ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la Convention, le cahier des charges et leurs annexes, signés le 10 décembre 1965 par l'Etat Tunisien, d'une part, l'AGIP MINERARIA et la Société Italo-Tunisienne d'Exploitation Pétrolière (SITEP) d'autre part;

Vu l'arrêté MN° 1487 du 4 avril 1966, accordant à la SITEP un permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe, dit « Permis BIR A OUI NE » portant sur 3087 périmètres élémentaires d'un seul tenant et couvrant une superficie de 12,348km²;

Vu l'arrêté MN° 1586 bis du 1er juillet 1966, portant transfert du permis précité à la Société Anonyme d'Exploitation Pétrolière (SAEP), conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de la Convention du 10 décembre 1965 susvisée;

Vu la loi N° 66-57 du 4 juillet 1966, portant approbation de la Convention précitée;

Vu la pétition enregistrée le 16 novembre 1972 à la Direction des Mines et de l'Energie sous le N° 1386 bis au volume I du Registre de Transcriptions d'Actes, par laquelle la Société Anonyme d'Exploitation Pétrolière (SAEP) déclare renoncer totalement au permis susvisé;

Arrête

Article Premier. — Est acceptée à compter du 16 novembre 1972 la renonciation totale notifiée par la Société Anonyme d'Exploitation Pétrolière (SAEP) au permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe, dit « Permis Bir AOUINE » institué par l'arrêté MN° 1487 du 4 avril 1966 au profit de la SITEP et transféré à SAEP par l'arrêté MN° 1586 bis du 1er juillet 1966.

Art. 2. — Le permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe dit « Permis BIR AOUINE » est annulé et fait retour au domaine de l'Etat.

Art. 3. — De nouveaux droits de recherches et d'exploitation des substances minérales du 2ème groupe pourront être acquis sur ce permis à compter de la date de son abandon, soit le 16 novembre 1972.

Tunis, le 7 juillet 1973

Le Ministre de l'Economie Nationale

CHEDLI AYARI

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

Décret n° 73-336 du 10 juillet 1973, portant constitution et organisation de l'Association d'Intérêt Collectif de Kalaa Khasba.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 juillet 1936, portant organisation des Groupements d'Intérêt Hydraulique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi N° 61-12 du 27 mai 1961, portant fixation pour les budgets des communes et organismes assimilés, de la date d'ouverture de l'exercice financier et de sa période complémentaire et notamment son article 5;

Vu le décret N° 58-50 du 25 février 1958, portant organisation du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef;

Vu le décret N° 63-25 du 21 janvier 1963, relatif aux attributions du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture concernant les Groupements d'Intérêt Hydraulique, les Syndicats d'Arrosages et les Associations Spéciales;

Vu la demande de constitution formulée par les propriétaires de Kalaa Khasba;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture;

Décrétons :

TITRE PREMIER

DEFINITION ET OBJET

DE L'ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

DE KALAA KHASBA

Article Premier. — Création de l'Association

Il est créé une Association d'Intérêt Collectif à Kalaa Khasba dénommée « Association d'Intérêt Collectif de Kalaa Khasba ».

Cette Association sera administrativement rattachée au Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef organisé par le décret susvisé N° 58-50 du 25 février 1958.

Article 2. — Définition des Associés

Font partie de l'Association, tous les propriétaires ou détenteurs d'immeubles de la région de Kalaa Khasba situés à l'intérieur du périmètre défini par le plan parcellaire annexé au présent décret et qui sont intéressés à un titre quelconque par les travaux définis à l'article 4.

La qualité d'associé ainsi que les obligations qui dérivent de la formation de l'Association sont attachés aux immeubles légalement reconnus et non à la personne du propriétaire ou détenteur. Elles suivent l'immeuble dans quelques mains qu'il passe et ne peuvent disparaître que par la dissolution de l'Association.

Le projet de constitution de l'Association a été soumis à l'enquête de 30 jours prévue par l'article 44 du décret susvisé du 5 août 1933. Cette enquête entraîne vis à vis des proprié-
taires

res ou détenteurs des immeubles inclus dans le périmètre de l'Association, les obligations, droits et forclusions visés aux articles 50 et 51 du décret susvisé du 5 août 1933.

Après expiration du délai de deux mois qui suivra la publication au *Journal Officiel de la République Tunisienne*, du présent décret, aucun des propriétaires des immeubles compris dans le périmètre de l'Association ne pourra contester sa qualité d'associé.

Article 3. — Objet de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif de Kalaa Khasba a pour objet :

1°) de prendre en charge les ouvrages de captage et d'adduction énumérés à l'article 4.

2°) de créer de nouveaux ouvrages en complément des ouvrages précédents.

3°) d'étudier et de réaliser tous travaux hydrauliques d'intérêt privé collectif qui peuvent être envisagés pour mettre en valeur les terrains compris à l'intérieur du périmètre de l'Association.

4°) d'entretenir les ouvrages ci-dessus et, en général, de les maintenir en état de jouer le rôle qui leur a été dévolu d'assurer leur bon fonctionnement et de prévoir leur renouvellement.

5°) de rembourser les prêts et avances accordés à l'Association.

Le remboursement sera effectué dans les conditions acceptées par l'Association et conformément à la réglementation en vigueur. Chaque annuité fera l'objet d'une inscription obligatoire, en dépenses, au budget de l'Association, le versement sera effectué à l'organisme prêteur, en fin d'exercice.

Les installations et ouvrages ne deviendront sa propriété qu'après remboursement complet des prêts et avances prises en charge par l'Association.

Jusqu'à ce terme, elle n'en aura que la jouissance.

6°) de se faire concéder suivant les décrets et règlements en vigueur, les eaux qui sont nécessaires à l'irrigation à l'exception de celles qui seraient réservées en vue de l'alimentation publique.

Article 4. — Énonciation des travaux et ouvrages

Les ouvrages existants pris en charge par l'Association sont les suivants :

a) — Forage dénommé Kalaa Khasba 1 foré en 1964 donnant un débit d'exploitation de 44 l/s;

— Forage dénommé Kalaa Khasba 2 foré en 1967 donnant un débit d'exploitation de 18 l/s;

— Forage dénommé Kalaa Khasba 3 foré en 1967 donnant un débit d'exploitation de 10 l/s;

— Forage dénommé Kalaa Khasba 5 foré en 1967 donnant un débit d'exploitation de 14 l/s.

b) Les travaux à réaliser et à prendre en charge par l'Association sont les suivants :

— Acquisition de quatre moto-pompes;

— Pose d'un réseau d'irrigation;

— Création d'un réseau brise-vent;

— Aménagement des passerelles agricoles, des bassins de réception.

Le montant des travaux est estimé à :

— Le forage Kalaa Khasba 1	2.095,000
— " " 2	2.430,000
— " " 3	2.190,000
— " " 5	4.645,000
— Réseau d'irrigation	24.752,310
— Groupes moto-pompes	19.800,000

— Réseau de brise-vent 6.457,800

— Aménagement des passerelles agricoles et des bassins de réception 22.689,230

TOTAL 85.059,340

Les modalités de remboursement des prêts et avances consenties à l'Association seront fixées conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE II

FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION

Article 5. — Principe de gestion administrative

L'Association d'Intérêt Collectif de Kalaa Khasba sera administrée suivant les conditions du décret susvisé du 30 juillet 1936 et notamment ses articles 7, 8, 9, 11b et ses articles 12 à 21.

Article 6. — Domicile de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif de Kalaa Khasba élit domicile au siège du Gouvernorat du Kef.

Article 7. — Comité de Direction

En plus du Directeur de l'Association le Comité de Direction comprendra trois membres.

Article 8. — Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de l'Association est présidé par le Président du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président, qui prévient chaque membre, personnellement, au moins huit jours à l'avance.

Il peut valablement délibérer, si tous les membres ayant été convoqués, plus de la moitié des membres dont trois au moins des quatre représentants des associés (Directeur et membres du Comité de Direction) sont présents à la séance ou dûment représentés.

Au cas où ce quorum ne serait pas atteint le Président convoque à nouveau après huit jours au moins d'intervalle, les membres du Conseil d'Administration par lettre recommandée. La nouvelle délibération sera alors valable, quels que soient le nombre et la qualité de membres présents. Mention est faite des deux convocations sur le registre des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

En cas de partage égal des suffrages, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites, par ordre de date, sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef et sont signées par les membres présents à la séance; mention est faite des motifs qui auraient empêché certains d'en faire de signer.

Tous les membres de l'Association ont le droit de prendre connaissance du registre des délibérations qui est déposé au siège de l'Association.

Il est dans les attributions du Conseil d'Administration :

1°) de dresser le budget de l'Association;

2°) d'établir les règlements régissant le fonctionnement intérieur de l'Association;

3°) d'élaborer les programmes et projets de travaux neufs, les travaux complémentaires ou de grosses réparations;

4°) de prescrire les travaux d'entretien intéressant l'Association;

5°) d'approuver les marchés et adjudications en se conformant aux règles de la comptabilité publique;

6°) de tenir à jour les dossiers des cotisations et d'assurer le recouvrement des rôles de cotisations, par l'entremise du Trésorier du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef.

7°) d'approuver la gestion du Directeur dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été donnés par le Conseil d'Administration,

8°) de nommer et de révoquer les agents de l'Association à l'exception des agents dont la désignation est précisée au présent décret;

9°) d'assurer la conservation des archives et des titres de propriété de l'Association ;

10°) d'administrer le patrimoine de l'Association;

11°) sous réserve de l'autorisation du Ministre de l'Agriculture de faire valoir les droits conférés à l'Association par l'article 16 du décret susvisé du 30 juillet 1936.

Article 9. — Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration passe les marchés et préside aux adjudications. Il ordonnance les dépenses

Il représente l'Association vis à vis des tiers dans tous les actes intéressant la personnalité juridique de l'Association tels que : ester en justice et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration, acquérir, louer, transiger, emprunter, vendre, hypothéquer.

Il autorise, par délégation permanente du Conseil d'Administration, les concessions temporaires d'eau entre membres associés dans les conditions à déterminer par les règlements intérieurs.

Aucune cession d'eau ne peut être consentie en dehors des membres de l'Association.

Article 10. — Directeur

Le Directeur de l'Association est l'agent d'exécution des décisions du Conseil d'Administration de l'Association

Ses pouvoirs sont fixés par le Conseil d'Administration

En cas d'absence ou d'empêchement, il est suppléé par un des membres du Comité de Direction choisis dans l'ordre de leur désignation sur l'arrêté du Ministre de l'Agriculture qui nomme le Directeur et les membres du Comité de Direction

Il est responsable de sa gestion vis à vis du Conseil d'Administration.

Article 11. — Secrétariat de l'Association

Les fonctions de Secrétaire du Conseil d'Administration de l'Association sont assurées par le Secrétaire Permanent du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef.

TITRE III

ORGANISATION FINANCIERE DE L'ASSOCIATION COMPTABILITE - ETABLISSEMENT DES ROLES DE COTISATIONS - BUDGET

Article 12. — Principe de gestion financière

La gestion financière de l'Association est définie par les articles 10, 11B, 12, 17 et 21 du décret susvisé du 30 juillet 1936.

Article 13. — Trésorier

Les fonctions du trésorier de l'Association sont assurées par le Trésorier du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef représentant du Ministère des Finances, au sein du Conseil d'Administration.

Le Trésorier de l'Association assure les encaissements en espèces et acquitte les dépenses régulièrement ordonnancées.

Article 14. — Fonds de réserve

Le budget de l'Association comportera un fonds de réserve destiné :

a) à financer les grosses réparations et les aménagements nouveaux qu'il serait nécessaire d'effectuer;

b) à compléter les recettes ordinaires de la première partie du budget, au cours des exercices, si le mauvais rendement des cultures diminue le produit des cotisations, de manière à permettre l'inscription au budget des dépenses ayant un caractère obligatoire;

c) à effectuer, le cas échéant, des remboursements anticipés à l'Etat.

Ce fonds de réserve est alimenté :

a) par prélèvement sur les recettes ordinaires;

b) par versement des excédents budgétaires non affectés aux travaux ou aux travaux;

c) par recettes spécialement affectées au fonds de réserve, par décision du Conseil d'Administration.

Le fonds de réserve est fixé au minimum à 20% du montant du budget annuel de l'Association.

Le Conseil d'Administration de l'Association peut demander au trésor public que les sommes affectées au fonds de réserve soient converties en titres productifs d'intérêts, convertibles sans délai.

En aucun cas, le fonds de réserve ne pourra excéder le double des sommes inscrites aux autres articles dans le budget annuel.

Article 15. — Etat nominatif - Mutation

Il est précisé que la taxation, de même que l'eau est attachée aux terrains définis à l'article 2 du présent décret.

Toute mutation de droit de propriété ou d'usage, sur la terre ou sur l'eau, devra être signalée, par écrit au Directeur de l'Association.

Avant le 1er janvier de chaque année, celui-ci fait constater les mutations survenues au cours de l'année précédente, et modifier, en conséquence, le plan parcellaire et l'état nominatif des propriétaires ou détenteurs de l'immeuble faisant partie de l'Association.

Ces deux documents seront déposés, pendant 15 jours, au siège social de l'Association. Ils seront portés à la connaissance des associés et de tous les intéressés par voie de publication et d'affichage. Un registre sera ouvert pour recevoir les observations éventuelles.

Article 16. — Cotisations - Prestations

a) Assiette de cotisation

En plus de la participation à la constitution du fonds de réserve signalé à l'article 14 précédent, la cotisation annuelle comprend par hectare de terrain irrigué :

1°) une annuité de remboursement des avances consenties à l'Association et des installations qui lui seront remises.

2°) une taxe variable pour couvrir les frais de fonctionnement de l'Association et permettre l'entretien et les grosses réparations des ouvrages. Cette taxe sera fixée, chaque année, par le Conseil d'Administration du Groupement. Elle sera fonction de l'importance des travaux d'entretien et de grosses réparations à effectuer durant l'année.

b) Etablissement et recouvrement

des rôles de cotisations :

Les rôles de cotisations sont établis le 1er janvier de chaque année par le Président du Conseil d'Administration de l'Association d'Intérêt Collectif. Les cotisations annuelles sont dues par les associés qui étaient propriétaires des parcelles avant cette date.

Les rôles sont tenus pendant 15 jours à la disposition des usagers au siège social de l'Association. Avant l'expiration de ce délai, les usagers formulent leurs réclamations par écrit et les adressent sous pli recommandé au Président du Groupement d'Intérêt Hydraulique du Kef qui les soumet, avec

les rôles à l'approbation du Conseil d'Administration, et même temps que le projet de budget. Le Conseil d'Administration statue sur la suite à leur donner et décide, s'il y a lieu, de rectifier les rôles en tenant compte des réclamations ou de passer outre et de les soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure.

Le recouvrement des cotisations s'effectuera dans les conditions fixées par l'article 12 du décret susvisé du 30 juillet 1936. Indépendamment de ces mesures, le service de l'eau sera suspendu à tout adhérent qui n'aura pas acquitté sa cotisation dans les délais voulus.

Le Conseil d'Administration de l'Association pourra autoriser certains associés, sur leur demande, à se libérer en partie de leurs cotisations par les moyens de prestations. Ces prestations donneront lieu à l'établissement de mandats de paiement calculés d'après la valeur du travail ou des fournitures dans la région, ordonnancés régulièrement par le Président de l'Association et compensés avec la cotisation due par le soins du Trésorier de l'Association.

En outre, le règlement intérieur pourra fixer, pour chaque associé un minimum obligatoire de prestations annuelles.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17. — Servitudes et obligations des usagers

Les propriétaires ou détenteurs d'immeubles devront réserver libre passage sur le terrain aux membres du Conseil d'Administration de l'Association, à ses fonctionnaires ou agents dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'aux entrepreneurs ou ouvriers chargés de l'exécution des travaux.

Ils seront tenus de céder, gratuitement, le terrain nécessaire pour l'exécution des travaux approuvés et de laisser réserve les francs-bords sur une largeur de 3m, de long et de chaque côté des canaux primaires et de 2m de long de chaque côté des canaux secondaires de l'Association.

Ils devront procéder dans la traversée de leur propriété au nettoyage des installations afin de les maintenir dans un état constant de propreté et recevoir, sans indemnité, sur leur terrain les produits de curage.

Tous travaux ou installations destinés à l'utilisation et à l'évacuation de l'eau, dans chaque propriété, seront effectués par l'arrosant intéressé sous sa responsabilité et à ses frais.

Chaque année, en juin, une Commission de représentants du Ministère de l'Agriculture, accompagnée des intéressés, fera une tournée dans le périmètre de l'Association en vue de définir les travaux d'entretien à réaliser par ceux-ci. En cas de défaillance, et si ces travaux ne sont pas effectués au 1er septembre, ils seront exécutés par l'Administration à la charge de l'Association et, éventuellement, des propriétaires.

Les sommes restant à la charge des propriétaires seront ajoutées à la cotisation habituelle, et exigibles dans les mêmes conditions.

Art. 18. — Sont applicables à la présente Association d'Intérêt Collectif :

a). — Les dispositions prévues au décret susvisé du 30 juillet 1936 ;

b). — Les dispositions prévues aux décrets du 24 mai 1921 et du 5 août 1933 dans la mesure où elles ne sont pas contraires au décret du 30 juillet 1936.

Art. 19. — Les Ministres des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 10 juillet 1973

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation,
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Décret n° 73-337 du 10 juillet 1973, portant constitution et organisation de l'Association d'Intérêt Collectif de Zaouiet El Harth.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 juillet 1936, portant organisation des Groupements d'Intérêt Hydraulique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi N° 61-12 du 27 mai 1961, portant fixation, pour les budgets des Communes et organismes assimilés, de la date d'ouverture de l'exercice financier et de sa période complémentaire, et notamment son article 5;

Vu le décret N° 67-51 du 16 février 1967, portant réorganisation du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gabès;

Vu le décret N° 63-23 du 21 janvier 1963, relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à l'Agriculture concernant les Groupements d'Intérêt Hydraulique, les Syndicats d'Arrosage et les Associations Spéciales;

Vu la demande de constitution formulée par les propriétaires de Zaouiet El Harth;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture,

Décrétons :

TITRE PREMIER

DEFINITION ET OBJET DE L'ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF DE ZAOUJET EL HARTH

Article Premier. — Création de l'Association

Il est créé une Association d'Intérêt Collectif à Zaouiet El Harth dénommée « Association d'Intérêt Collectif de Zaouiet El Harth ».

Cette Association sera administrativement rattachée au Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gabès réorganisé par décret n° 67-51 du 16 février 1967.

Article 2. — Définition des Associés

Font partie de l'Association, tous les propriétaires ou détenteurs d'immeubles de la région de Zaouiet El Harth situés à l'intérieur du périmètre défini par le plan parcellaire annexé au présent décret et qui sont intéressés à un titre quelconque par les travaux définis à l'article 4.

La qualité d'associé ainsi que les obligations qui dérivent de la formation de l'Association sont attachés aux immeubles légalement reconnus et non à la personne du propriétaire ou détenteur. Elles suivent l'immeuble dans quelques mains qu'il passe et ne peuvent disparaître que par la dissolution de l'Association.

Le projet de constitution de l'Association a été soumis à l'enquête de 30 jours prévue par l'article 44 du décret du 5 août 1933. Cette enquête entraîne vis à vis des propriétaires ou détenteurs des immeubles inclus dans le périmètre de l'Association, les obligations, droits et forclusions visés aux articles 50 et 51 du décret du 5 août 1933.

Après expiration du délai de deux mois qui suivra la publication au *Journal Officiel de la République Tunisienne*, du présent décret, aucun des propriétaires des immeubles compris dans le périmètre de l'Association ne pourra contester sa qualité d'associé.

Article 3. — Objet de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif de Zaouiet El Harth a pour objet :

1°) de prendre en charge les ouvrages de captage et d'adduction énumérés à l'article 4.

2°) de créer de nouveaux ouvrages en complément des ouvrages précédents.

3°) d'étudier et de réaliser tous travaux hydrauliques d'intérêt privé collectif qui peuvent être envisagés pour